

À LA UNE

Les indices commencent à s'accumuler. Il y a ces sondages qui octroient au moins 15% au PTB en Wallonie et parfois le placent même en tête devant le PS et le MR. Il y a la FGTB wallonne qui lance un appel à une coalition de gauche portant le PTB au pouvoir avec le PS et Ecolo. Il y a le président du parti Peter Mertens qui se dit « ouvert » à une telle perspective et rêve même aux communales d'Anvers et à l'éventualité d'« éjecter le roi De Wever de son trône, ce qui pourrait créer une dynamique plus large ».

Un puzzle radical commence-t-il à s'emboîter dans la politique wallonne ? L'hypothèse a été jugée suffisamment sérieuse pour que l'administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises, Olivier de Wasseige, s'aventure sur le terrain de la politique politicienne. « Nous alertons l'opinion publique sur le fait que, dans le programme du PTB, il y a un ensemble d'éléments qui va à l'encontre de l'entreprise », a-t-il confié à *La Libre*, jugeant au passage

tissement du privé, un bond du chômage, la sortie de l'euro (puisqu'on ne veut plus souscrire aux institutions européennes), un déficit budgétaire abyssal, une flambée impressionnante d'inflation, une montée en flèche des taux d'intérêt, et donc, au final, une perte colossale de pouvoir d'achat pour les 4,6 millions de francophones du pays (3,6 millions de Wallons et 1 million de Bruxellois francophones).

Alerter l'opinion ne suffira cependant pas pour faire refluer la vague de la gauche radicale. *Trends-Tendances* s'est inspiré de la religion – cet opium du peuple, disait Marx – pour définir les 10 commandements qui devraient suivre les adversaires du PTB.

1. Du PTB tu t'inspireras

Et oui, la première chose à faire est peut-être d'adopter certaines pratiques de l'adversaire désigné. « En matière de gouvernance, tous les partis devraient suivre l'exemple du PTB, estime l'économiste Jean Hindriks (UCL). Nous assistons à un estompement de la norme. Quand on voit que le patron du CSA – l'organisme de sur-

6.000 euros par mois vit dans un autre monde. » Après les prochaines élections communales, le PTB aura sans doute « droit » à des mandats dans des intercommunales et autres structures publiques rémunératrices. Nous verrons alors comment il gère les cumuls et les revenus.

L'économiste Geert Noels en est convaincu, « ce qui alimente fortement la montée de l'extrême gauche, c'est la corruption, le manque d'éthique dans la gestion, les conflits d'intérêts », notamment de la part des élus qui ont aussi des mandats dans des organismes ou des entreprises publiques.

2. De la politique comptable tu sortiras

La montée des partis extrémistes s'appuie aussi sur l'incompréhension des électeurs à l'égard des politiques menées par les partis dits traditionnels.

« Aujourd'hui la logique derrière les décisions économiques est souvent perçue comme purement comptable, observe Philippe Ledent, *senior economist* chez ING Belux et chargé de cours à l'UCL. Nous sortons de plusieurs années – au niveau européen et national – de politiques d'assainissement des finances publiques ». Mais qui nous a vraiment expliqué pourquoi nous devons assainir ? « En 1993, lorsque la Belgique avait adopté le plan global – un paquet de mesures plus dures que les mesures actuelles –, l'objectif avait été clairement présenté: rentrer dans la zone euro, poursuit Philippe Ledent. De même, on devrait nous expliquer aujourd'hui que les mesures budgétaires poursuivent certains buts. Elles sont notamment prises pour garantir la poursuite de la couverture de la sécurité sociale et le paiement de nos pensions. »

Manque d'explication, donc. Mais aussi manque de vision. « Nous vivons toujours sur des schémas mentaux qui datent de 70 ans, juge Luc de Brabandere, *fellou* au Boston Consulting Group et professeur à la Louvain School of Management. Mais, entre-temps, la population mondiale a été multipliée par trois ou quatre, le nombre d'actifs s'est réduit de moitié par rapport aux inactifs... Nous parlons encore de classes moyennes, mais cette catégorie existe-t-elle encore ? Nous avons encore un Bureau du Plan, comme si nous avions une économie planifiée de type soviétique. Chaque jour, ces repères deviennent de moins en moins adéquats. Mais qui réfléchit encore ?



PETER MERTENS ET RAOUL HEDEBOUW, respectivement président et porte-parole du PTB. Le parti rêve d'éjecter Bart De Wever de son trône anversois lors des prochaines élections communales.

Dans le monde financier, on valorise le trader, qui réalise des arbitrages mais ne réfléchit pas. On ne valorise plus le directeur de crédits, qui juge les projets sur 10 ou 20 ans. Le Sénat, qui était une chambre de réflexion, sert aujourd'hui plutôt à repêcher, via la cooptation, des candidats malheureux. Nous assistons à une défaite de la pensée. Et le PTB s'engouffre dans cette brèche. »

Amener des projets. Mais lesquels ? « Il faut construire une véritable politique industrielle, avance Philippe Ledent. L'Allemagne en a une. La part de l'industrie dans son PIB est en augmentation et elle travaille à ce projet avec les partenaires sociaux. La Wallonie, qui a une longue tradition industrielle, pourrait faire la même chose. Mais prendre à bras-le-corps le problème des travailleurs non qualifiés et de l'enseignement demande de se fixer un objectif et de se positionner vis-à-vis des grandes entreprises qui représentent un tiers de l'emploi et de la valeur ajoutée du secteur privé. »

Philippe Ledent poursuit: « Les 1.000 plus grandes entreprises de notre pays créent 35 à 40% de la valeur ajoutée et de l'emploi total du secteur privé ». Pourtant, nous adoptons à leur égard une attitude schizophrène. « Nous aimerions attirer des multinationales mais nous n'aimons pas la manière dont elles fonctionnent, précise-t-il. Une multinationale est mobile,

évalue régulièrement ses implantations, n'hésite pas à déménager si une meilleure opportunité se présente. Si nous voulons attirer ces entreprises, il faut accepter le jeu dans lequel elles jouent. Cela ne signifie pas que la Belgique doit devenir un paradis fiscal. Mais si le pays ne dispose pas de bonnes infrastructures et demande de payer un maximum d'impôts, la multinationale ne viendra pas. »

la lutte des classes et rencontre un succès croissant avec cela. Regardez l'explosion des jours de maladie et des absences pour incapacité de travail: ce n'est pas les gens qui sont malades, c'est le système qui est malade. Quelle honte pour une société que de provoquer autant de maladies. »

Pierre Guilbert s'en offusque d'autant plus volontiers qu'il est convaincu qu'un management éclairé et respectueux pour-

Après les prochaines élections communales, le PTB aura sans doute « droit » à des mandats dans des intercommunales et autres structures publiques rémunératrices.

3. La lutte des classes tu aboliras

Le vote extrémiste est souvent le fait de personnes qui se sentent larguées, abandonnées. L'une des réponses serait alors d'ouvrir le champ de la concertation, de donner la parole aux individus dans les entreprises, dans le tissu social. C'est le boulot du consultant Pierre Guilbert, qui se définit comme un « toubib d'entreprise ». Il intervient pour fluidifier des relations de travail et conduire à un management plus participatif. « Je vois des situations dignes des 18^e ou 19^e siècles, et cela dans le public comme dans le privé, confie-t-il. Et après, on s'étonne que le PTB parle toujours de

rait aisément éradiquer le phénomène. « J'interviens souvent dans des entreprises pour mener de larges débats avec tout le personnel, afin de faire remonter les critiques et les suggestions avec l'engagement de la direction de répondre à tout, explique-t-il. Rien que cela, ça change l'ambiance, la culture de l'entreprise. On décrit les situations. Quand vous avez davantage de concertation, de participation, vous avez des travailleurs heureux au boulot, qui ne calculent pas leurs heures et qui ne sont pas dans la revendication permanente. » Et donc, vous réduisez de facto la tentation d'émettre un vote protestataire.

De plus en plus d'entreprises songent ➤



OLIVIER DE WASSEIGE, administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises, tire la sonnette d'alarme. Il avertit que le programme du PTB nuit au monde de l'entreprise.

des idées du PTB « absolument imbuables ».

Si le PTB arrivait au pouvoir et mettait en œuvre son programme, nous aurions la semaine de 30 heures, le doublement des montants des pensions, la nationalisation de la Poste, des maisons de repos, du secteur de l'énergie, etc. Mais aussi des taxes très importantes sur le capital (un impôt sur les fortunes de plus de 1 million d'euros) et sur ses revenus (dividendes, intérêts) afin de financer tout cela (voir « *Trends-Tendances* » du 2 juin 2016). Avec les conséquences connues: ces mesures déclencheraient la fuite des capitaux, un désinves-

veillance des médias – est toujours nommé selon son étiquette politique... »

Les députés du PTB se contentent du salaire moyen (1.700 à 2.000 euros nets, selon la situation familiale) et reversent le solde au parti. Les autres partis ont aussi des règles de rétrocession des revenus, mais elles sont bien moins contraignantes. « La logique est qu'aucun homme politique ne doit se mettre plus d'argent dans sa poche, explique le député Raoul Hedebouw. Si vous ne vivez pas comme vous pensez, vous commencez à penser de la façon dont vous vivez. Celui qui gagne

À LA UNE

à ce glissement vers un management plus participatif. Contrairement à une idée préconçue, la conscientisation serait même plus forte dans le privé que dans le public, ce qui, soit dit en passant, ne plaide pas pour le modèle de société prôné par le PTB. « Dans mon métier, je vois beaucoup moins d'esprit d'équipe, de dynamisme, de respect dans les entreprises publiques que dans le privé, raconte Pierre Guilbert. Je songe en particulier au *middle management*. Des gens entre le marteau et l'enclume, dit-on parfois. Je préfère l'image de l'ascenseur: ils descendent donner des directives mais ils remontent aussi relayer des doléances ou des suggestions. Cette remontée d'ascenseur est quasiment

impossible dans l'administration. On se retranche derrière des déclarations telles que 'c'est le cabinet, c'est le ministre, c'est la procédure'. Alors après, on ne compte plus les *burn-out* ou les *bore-out*. La politisation pollue tout le fonctionnement. Ce culte du service public gentil, éthique et humain contre les méchants capitalistes, il n'y a que ceux qui ne le connaissent pas de l'intérieur qui entretiennent cela. »

4. Les fruits de la croissance tu partageras

La montée des extrêmes serait également liée, et ce n'est pas le moindre paradoxe, à la sortie de crise. « Les attitudes socio-politiques les plus vindicatives n'ar-

rivent pas dans les périodes de crise, quand on explique qu'il faut se serrer la ceinture, analyse le politologue de l'ULB Pascal Delwit. Les populations renâclent sans doute, mais acceptent. La protestation survient plutôt quand la reprise se profile et que les politiques publiques ne semblent pas profiter à ces populations qui se sont serré la ceinture. »

Un tel mécontentement paraît surgir aujourd'hui, avec le sentiment « d'approfondissement des inégalités, un rappel récurrent de l'ampleur de la fraude ou de l'évitement fiscal des plus riches, un durcissement des politiques à l'égard des allocataires sociaux », juge encore Pascal Delwit. « Sans un mouvement d'ouverture vers plus

« LE PTB EST PRÉSENT SUR LES TERRAINS ABANDONNÉS PAR LES AUTRES PARTIS »

Quinze pour cent d'intentions de vote en Wallonie ? Trois cent mille Wallons seraient-ils soudain devenus communistes ? Non, évidemment. Le politologue Pascal Delwit (ULB), auteur de l'ouvrage *Les gauches radicales en Europe*, pointe plusieurs éléments d'explication à la dynamique positive que rencontre aujourd'hui le PTB :

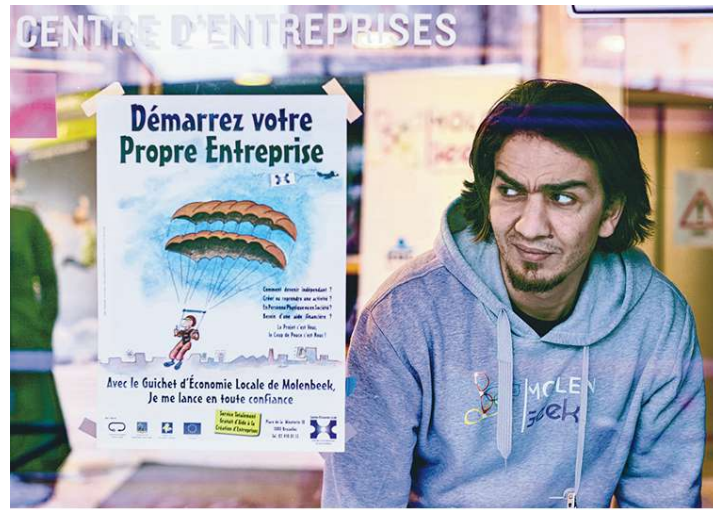
- Depuis 2014, le PTB a accès au financement public, ce qui l'aide à se déployer, à faire connaître ses positions. En 2016, sa dotation s'élevait à 605.000 euros, montant auquel on peut ajouter 466.000 euros de rétrocession des élus (soit 100.000 euros de plus que ce que reversement l'ensemble des élus MR à leur parti...)
- La vie politique belge est faite de différents échelons institutionnels au niveau desquels il faut sans cesse nouer des compromis. « Dans ces conditions, un parti qui arrive avec un discours aisément compréhensible, comme la taxe

des millionnaires ou la nationalisation des banques, frappe facilement l'opinion », déclare le politologue.

- Depuis 2010-2011, poursuit Pascal Delwit, « nous observons une double évolution, parfois contradictoire, dans les opinions européennes : à la fois la résignation et l'exacerbation des positions politiques, qui s'expriment à travers des mouvements sociaux plus durs, avec des syndicats qui peinent à encadrer leurs troupes ». Le PTB bénéficie de cet effet d'exacerbation présent dans toute l'Europe. Avec un avantage particulier : en Belgique francophone, il n'y a aucun parti de droite radicale suffisamment implanté pour capter une partie de cette exacerbation. « Nous le voyons très bien en France ou en Flandre, l'extrême droite a besoin d'une valorisation nationaliste pour décoller, explique Pascal Delwit. Ce nationalisme n'existe pas en Belgique francophone. Le PTB y est donc le seul réceptacle du vote protestataire. »

- Enfin, le PTB montre « une réelle capacité à être présent sur les terrains abandonnés par les autres partis ». On les voit dans les quartiers de logements sociaux les moins attractifs ; ils ont développé des sections d'entreprise, qui informent leurs collègues ; ils ont constitué un réseau de maisons médicales, qui est devenu « un élément de rayonnement très fort » ; ils sont présents dans les écoles et les universités. Avec Comac (structure étudiante du PTB), ils ont la visibilité sur les campus que les autres partis n'ont plus. Faudrait-il « mouiller » le PTB au pouvoir pour freiner son ascension ? « Le fait d'être si haut dans les sondages entraîne deux préoccupations au PTB, répond Pascal Delwit. D'une part, comment gérer les tassements éventuels d'ici l'élection ? D'autre part, que fait-on avec une victoire ? Leur discours n'est pas très clair à ce propos. Le président du parti, Peter Mertens, s'est dit 'ouvert' mais sans préciser à quoi il était ouvert.

Et il ne cite que 2018, c'est-à-dire les communales où les perspectives les plus sérieuses se situent à Herstal et, dans une moindre mesure, à Anvers. Je ne pense donc pas que le PTB veuille aller au pouvoir et cela suscite d'ailleurs des interrogations en interne. » Le politologue n'exclut pas que la poussée du PTB ne génère « un effet centripète » en fin de campagne. Des électeurs opteraient pour un vote moins radical, de peur de créer une situation très compliquée pour la formation des coalitions. Un tel mouvement ne peut toutefois se marquer qu'au dernier moment. Un an avant le scrutin, les électeurs n'ont pas encore peur de leur bulletin de vote. « L'appel de la FGVB wallonne en faveur d'une coalition du PS et d'Ecolo avec le PTB n'est pas très subtil sur ce plan, conclut Pascal Delwit. Il pousse l'électorat de gauche de type 'macro-nrien' hors de ces trois partis, car cet électorat ne veut en aucun cas voir le PTB au pouvoir. »



LE CHÔMAGE GALOPANT est un problème, parmi d'autres, qui favorise la montée des extrémismes. La constitution d'ASBL comme Molengeek peut être une piste de solution.

de partage de la croissance, je ne pense pas que l'exacerbation qui alimente le succès des partis radicaux va baisser », ajoute-il.

« Les frustrations s'expriment par rapport à des besoins que la population nourrit mais ne peut pas assouvir, observe Philippe Ledent. Je suis convaincu que ces frustrations disparaîtraient si l'emploi augmentait. Il faudrait donc mettre en œuvre une politique de l'emploi coordonnée, tournée vers un véritable projet. » D'ailleurs, embraye l'économiste d'ING, les deux plus grandes périodes de croissance qu'a connues le pays se sont situées juste après la définition d'un projet de relance mobilisant les partenaires sociaux. « Après 1944 et l'accord social qui a défini le partage de la valeur ajoutée et garanti aux travailleurs de recevoir une part de la croissance, précise-t-il. Et après 1962, lors de la définition des lois d'expansion économique qui ont permis un nouveau financement de l'économie. Ces mesures ont été efficaces parce qu'elles ont mobilisé tous les partenaires sociaux. »

5. Au chômage des jeunes tu t'attaqueras

Si on aborde l'emploi, on ne peut ignorer le très mauvais score wallon chez les jeunes. En 2016, selon l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps), près de 28 % des jeunes actifs de 15 à 24 ans qui se sont présentés sur le marché du travail n'ont pas trouvé d'emploi. « C'est un problème très important, souligne l'économiste Jean Hindriks, professeur à l'UCL et *senior fellow* à l'Institut de recherche Itinera. Les entreprises doivent

s'impliquer. Et le faire vite. Il faut travailler à des mesures d'insertion professionnelle, renforcer la formation en alternance. »

« Il faudrait lier une bonne fois pour toute la politique de l'emploi avec une conversation sérieuse sur l'enseignement et sur la qualification, appuie Philippe Ledent. C'est la base de tout. » Le niveau de qualification des chômeurs est en effet très mauvais. « Nous sommes dans une économie à coûts salariaux très élevés, ajoute-t-il. Elle n'arrive donc pas à créer des emplois pour les peu qualifiés. On l'observe dans les statistiques : si le travailleur



« Il faut construire une véritable politique industrielle. »
Philippe Ledent,
«senior economist»
chez ING

belge est très productif, c'est en partie aussi parce que les emplois peu productifs n'existent plus. »

Or, comment mettre au travail ces nombreux jeunes en décrochage scolaire ? La réponse pourrait venir de... Molenbeek. Molengeek est une plateforme de *coworking*, incubateur de start-up, centre de formation ouvert à tous. Une initiative citoyenne qui a reçu ensuite le soutien de géants de la technologie (Samsung, Google) et dont le succès est tel que le projet a été présenté en septembre dernier à New York, aux Nations unies !

« Nous visons les gens qui n'ont rien, sinon du temps pour envoyer des C.V. et occuper parfois des petits jobs, explique Ibrahim Ouassari, cofondateur de Molengeek. Ces personnes cibles ne sont pas celles qui vont dans les salons de start-up. Nous avons donc créé des événements pour les attirer et nous avons eu énormément de demandes. Car à Molenbeek, il existe beaucoup d'associations pour aller au cinéma, faire du foot ou bénéficier de soutien scolaire. Mais rien pour aider ceux qui ont véritablement décroché de l'école. »

Quinze jeunes viennent de sortir de la première session de formation en *coding* et l'an prochain Molengeek devrait accueillir quatre autres sessions, ainsi que des formations en comptabilité, marketing, design pour soutenir les initiateurs de projets. A cette première session de *coding*, le ➤



« En matière de gouvernance, tous les partis devraient suivre l'exemple du PTB. »
Jean Hindriks,
économiste (UCL)

À LA UNE

taux de réussite est de 100 %, se réjouit Ibrahim Ouassari. Pourquoi? «Parce que nous employons une méthode de pédagogie positive, que les cours sont donnés par des gens du terrain, des entrepreneurs, qui savent donc ce dont le marché a besoin, répond-il. Les élèves sont formés pour développer leur projet, non pour avoir de bons résultats aux examens.»

6. Les mensonges tu pourfendras

Et puis, le vote extrême se nourrit aussi des *fake news*, des informations tronquées, voire fausses. La montée des inégalités? Mais elles se réduisent en Belgique. «Ces dernières années, comme le montre l'enquête des ménages réalisée par la Banque centrale européenne, la Belgique est un des rares pays où le revenu des plus faibles a gagné du terrain», note Philippe Ledent.

Des petites pensions rabotées? «On a dit beaucoup de contrevérités, remarque Jean Hindriks. On a par exemple relevé les minima, ce qui profite aux petites pensions de survie. Une simulation du Bureau du Plan montre qu'avec la dernière réforme des retraites, les petites pensions sont gagnantes.» De même, des mesures importantes sont prises dans l'enseignement: «Grâce au pacte d'excellence, plus de 1.000 personnes seront engagées dans l'enseignement fondamental, poursuit Jean Hindriks. Ce n'est pas rien. Et au niveau des travailleurs détachés, les dernières mesures communautaires vont aussi dans le bon sens.» Désormais, on doit aligner les salaires des travailleurs détachés sur ceux des travailleurs locaux.

«Il y a là une responsabilité de certains partis et syndicats qui, pour des calculs politiques, noircissent à dessein la situation et nient le retour de la croissance, constate Thierry Castagne, directeur général d'Agoria Wallonie. Cela crée un état d'esprit peu favorable. L'industrie technologique a connu une croissance de 2 % en 2017 et cela devrait montrer à 2,2 % l'an prochain en Wallonie. L'emploi devrait progresser de 1,2 % dans notre secteur. Les gens doivent aussi avoir cela à l'esprit.»

7. Le débat politique tu décroisneras

L'acronyme TINA (There is no alternative) est peut-être l'un des plus dévastateurs pour la démocratie. Comment enchanter les électeurs en leur disant que, de toute



« Sans un mouvement d'ouverture vers plus de partage de la croissance, je ne pense pas que l'exacerbation qui alimente le succès des partis radicaux va baisser. »

Pascal Delwit, politologue (ULB)



« Les citoyens ont besoin d'alternatives politiques claires. »

Jean-Yves Huwart, initiateur d'Enmarche.be

façon, ils n'auront pas le choix? «Les citoyens ont besoin d'alternatives politiques claires, estime Jean-Yves Huwart, initiateur d'Enmarche.be, démarche politique inspirée d'Emmanuel Macron. Actuellement, le PTB est la seule formation suffisamment établie et médiatisée pour incarner ce besoin.» Mais d'autres arrivent, balbutiantes, comme Enmarche.be ou le parti Oxygène. «Beaucoup d'initiatives citoyennes sortent de terre pour les prochaines élections communales, ajoute l'économiste Philippe Ledent. Un gouvernement doit avoir l'audace de se mettre en rupture par rapport au passé. L'échec du RER devrait être un traumatisme. Il devrait faire réfléchir: comment un tel échec est-il possible? Les gens peuvent pardonner les erreurs du

passé si on montre qu'on en a tiré les leçons.»

C'est sur ce point, celui de la méthode, que Jean-Yves Huwart se veut radical et «renverser la table». «Pour régler une grande question, on convoque trois académiques, les partenaires sociaux et quelques cabinetards, dit-il. Toujours les mêmes institutionnels, on reste dans l'entre-soi. Comment voulez-vous apporter l'inventivité et le souffle neuf dont notre société a besoin? On reste cantonnés sur les mêmes approches, avec les mêmes mentalités. C'est le syndrome 'on a toujours fait comme cela'. Cela génère un sentiment d'impuissance, de fatalisme dans la population.» Et ces fatalistes marquent volontiers leur désarroi en votant pour les partis extrémistes. L'initiateur d'Enmarche.be invite à impliquer les citoyens le plus largement possible en amont des décisions, en fixant des règles de discussion mais aucun prérequis pour s'exprimer. «Une bonne gestion de l'intelligence collective peut apporter le vent de fraîcheur dont nous avons besoin», estime-t-il.

8. Le PTB sur le terrain politique tu attaqueras

«Pour éviter l'instabilité et les mesures imbuables pour le monde de l'entreprise, la première chose à faire est de conscientiser les autres partis sur l'importance de ne pas jouer avec les allumettes, de ne pas chercher à négocier avec les formations extrémistes», concède Thierry Castagne d'Agoria-Wallonie. Pour l'heure, personne ne négocie avec le PTB mais personne n'ose affirmer pour autant qu'il ne le fera pas. PS et Ecolo esquivent les questions sur l'alliance avec la gauche radicale, suggérée avec enthousiasme par la FGTTB wallonne. Cela n'a rien d'un sondage scientifique, mais c'est une simple expérience journalistique: à gauche, les interlocuteurs ne se bousculent pas pour évoquer, à visage découvert, les manières de contrer le PTB. On comprend la crainte de se couper d'une base déjà tentée par le coup de pied dans la fourmilière. Mais, en l'occurrence, le silence est aussi une forme de validation du programme radical.

À droite, c'est l'inverse, selon le principe qui veut que «celui qui divise mes ennemis est mon ami». «Plus le PTB grimpe au détriment du PS, plus la perspective de voir le MR devenir le premier parti francophone grandit, analyse Pascal Delwit. C'est pour cela que la communication ➤

LE PTB VEUT-IL LE POUVOIR ? OUI, MAIS LE POUVOIR TOTAL

Appelé à participer au pouvoir dans une coalition avec le PS et Ecolo, le PTB se sent-il prêt à gouverner? Peter Mertens, le président du parti d'extrême gauche, répond sur le site du parti de manière très révélatrice. D'abord, il ne veut pas de la structure de pouvoir actuelle. «La caste politique roule au service des grands actionnaires et ceux-ci exercent leur influence dans tous les domaines de

la société.» Il convient donc de «révolutionner» un peu le paysage. Selon Peter Mertens, «pour faire face au pouvoir du capital, il faut construire un contre-pouvoir avec la population». Et bien sûr, abandonner le projet européen.

Le PTB ne veut donc pas du jeu électoral démocratique actuel. «Il y a une idée qui est fortement ancrée aujourd'hui, qui est propagée d'en haut, c'est celle que les gens doivent déléguer leur voix une fois

tous les cinq ans à une caste de politiciens professionnels et se taire ensuite. (...) Mais pourquoi devrions-nous laisser la politique dans les mains de ces politiciens professionnels et ainsi désarmer le monde du travail en le privant de toute implication politique?» Et Peter Mertens d'ajouter: «Nous voulons l'émancipation des gens. Cela veut dire que les gens s'organisent, se conscientisent et se mobili-

sent. Il est absurde de parler d'une participation gouvernementale sans qu'on ait construit un contre-pouvoir. Nous le disons à nouveau et c'est aussi ce à quoi nous œuvrons». En résumé, si c'est pour aller au pouvoir, c'est à condition qu'il soit total: participer au gouvernement et tirer les ficelles du «contre-pouvoir»! Que disait donc Marx? Ah oui: la dictature... du prolétariat.

du MR survalorise le PTB et le péril communiste qui aurait désormais contaminé le PS. Ce succès du PTB, c'est presque une bénédiction pour les libéraux.» Jusqu'à un certain point, soulevé à demi-mots dans l'interview d'Olivier de Wasseige à *La Libre*: un territoire où la gauche radicale est aussi forte perd de sa capacité à attirer des investisseurs belges ou étrangers; des patrons de petites, voire de très petites entreprises se plaignent maintenant de la pression du PTB sur leurs équipes et sur leur gestion.

capitaux. De nouveaux outils ont d'ailleurs fait leur apparition pour soutenir l'économie de proximité. On songe au *crowdfunding* ou aux prêts coup de pouce, qui permettent de prêter jusqu'à 50.000 euros pour soutenir l'entreprise lancée par quelqu'un de son entourage en bénéficiant d'un crédit d'impôt.

pation et l'espoir. Dans un monde où les citoyens ont réellement leur mot à dire et où les caps fixés permettent de penser que la vie ira en s'améliorant, l'utilité d'un vote quasi-révolutionnaire s'effondre. Nous sommes malheureusement très loin du compte.

L'espèce humaine résistera-t-elle aux défis climatiques? L'Etat sera-t-il en mesure de payer les pensions dans 20 ou 30 ans? La digitalisation tuera-t-elle définitivement l'emploi? Laisser de telles questions en suspens ne permet pas d'envisager un monde plus lumineux pour les générations futures. Et encore, nous n'avons posé que les questions auxquelles nos dirigeants devraient pouvoir répondre, pas celles qui nous dépassent, comme la réponse au terrorisme. En matière de pensions, des décisions ont été prises, même si elles ne font pas plaisir à tout le monde. Mais, sur le climat, la mobilité ou la formation aux métiers de demain, on tourne en rond. Manque de courage? «Rarement un tel concept aura été aussi pernicieux et ravageur pour la politique, estime le politologue français Brice Teinturier dans son ouvrage *Plus rien à faire*. Il sous-entend que les gouvernants savent ce qu'il faudrait faire dans l'intérêt général mais ne le font pas pour de basses raisons électoralistes.» Brice Teinturier parle plutôt d'un manque d'idéologie, ce corpus nécessaire pour expliquer une situation et la manière de la surmonter. Et ainsi rassurer.

«Il faut noyer le PTB sous une mer d'idées», affirme Luc de Brabandere. C'est donc le moment d'en avoir. ☉

9. Les initiatives citoyennes tu encourageras

Mais finalement, si certains déplorent des manques dans la gestion publique ou le paysage économique, pourquoi ne pas se retrousser les manches et tenter de mettre en place des solutions soi-même?

«La différence entre notre initiative et les autres est qu'elle est venue d'une initiative citoyenne, explique Ibrahim Ouassari. Les soutiens publics et privés (*ULB, Samsung, Google, Bruxelles Formation, Ndlr*) ne sont venus qu'après. Il faut encourager les citoyens à s'impliquer dans la vie économique et sociale.» «Je crois très fort en la génération qui vient, affirme Luc de Brabandere. Elle ne doit pas hésiter à prendre des initiatives, et pourquoi pas se lancer dans la politique afin de faire émerger de nouvelles idées.»

Cette implication peut passer par la constitution d'ASBL et la formation, à l'exemple de Molengeek. Mais elle peut se concrétiser aussi par des soutiens en

10. Sur l'avenir tu rassureras

Les neuf premiers commandements peuvent se résumer en deux mots: la partici-



«Ce qui alimente fortement la montée de l'extrême gauche, c'est la corruption, le manque d'éthique dans la gestion, les conflits d'intérêts.»

Geert Noels, économiste (Econopolis)

BELGA IMAGE